

# Trois millions cinq



Le Puy-en-Velay (Haute-Loire).

Photo Informations ouvrières

## Reportages dans les manifestations du 12 octobre

Par millions, les travailleurs ont submergé le 12 octobre des centaines de centres-villes dans toute la France, battant bien souvent des records de mobilisation. La grève a atteint des niveaux comparables aux précédentes journées d'action appelées par l'intersyndicale nationale.

D'Avranches, modeste sous-préfecture de la Manche, où il y avait, selon la presse locale, plus de 2 000 manifestants (« La plus grosse manifestation qu'Avranches ait jamais connue », rapporte Ouest-France), à Marseille avec 230 000 manifestants, en passant bien sûr par Paris (330 000 manifestants), plus encore que lors des mobilisations précédentes, la revendication du retrait du projet gouvernemental était au centre, ovationnée par les manifestants dès qu'un orateur la martelait, nous rapporte par exemple notre correspondant dans la manifestation d'Avignon (Vaucluse).

**P**armi bien d'autres, Besançon, dans le Doubs, « a battu son record de manifestants de ces vingt dernières années », indique le reporter de L'Est républicain. « Selon les syndicats, plus de quinze mille personnes ont bouclé la boucle au départ et à l'arrivée de la place de la Révolution. Quatre mille lycéens et étudiants emmenaient les cortèges, dans lesquels figuraient de nombreux salariés du privé (Alstom, Carrefour, Snop Industrie, etc.). »

« Du jamais vu », non plus, à Dinan (Ille-et-Vilaine), rapporte Ouest-France sur son site Internet, avec 5 000 manifestants, alors que Rennes, la préfecture, voyait 60 000 manifestants.

Partout, la jeunesse s'est mêlée en nombre aux cortèges. « Les lycées ont rejoint de manière spectaculaire la contestation contre la réforme des retraites », constate elle aussi l'AFP, citant un lycéen de 15 ans à Paris : « Il faut se mobiliser à n'importe quel âge, afin que l'on ne parte pas de plus en plus tard à la retraite. Beaucoup de gens sont licenciés à 50 ans, et ensuite, impossible de retrouver du travail. »

A Niort (Deux-Sèvres), par exemple, on comptait un bon millier de lycéens. La Nouvelle République souligne, à Châtellerauld (Vienne), « la mobilisation historique du lycée Edouard-Branly. Les élèves ont bloqué les entrées du lycée malgré l'arrivée des policiers et ont ensuite débauché leurs camarades du lycée

Marcelin-Berthelot. » En tout, plus de 8 000 travailleurs et jeunes ont manifesté à Châtellerauld (33 000 habitants). « On n'a plus vu ça depuis 1995 », s'accordaient à dire les organisateurs et les autorités, rapporte le quotidien régional.

« Du jamais vu, non plus, à Auch, depuis la mobilisation de 1995 », rapporte encore le journal Sud-Ouest. Environ 8 000 manifestants ont défilé dans les rues de la préfecture du Gers. « Les lycéens ont notamment gonflé les rangs des manifestants », souligne à son tour le journal.

La Haute-Normandie a aussi connu une mobilisation massive : 10 000 manifestants à Dieppe, 55 000 au Havre, 75 000 à Rouen.

Un responsable CGT du port de Rouen déclare à notre correspondant : « Grutiers et dockers, nous sommes à 90 % en grève. Nous combattons pour le retrait de la réforme. La grève générale, oui, s'il le faut, et dès l'instant où tout le monde s'y met. »

« Nous aussi, nous sommes pour le retrait total du projet, ajoute un syndicaliste de la société RTN, à Saint-Etienne-du-Rouvray. Mais notre avis sur la grève générale est mitigé, car ce n'est pas évident pour tout le monde. Ce n'est pas vraiment aux confédérations d'y appeler, c'est les salariés qui doivent l'avoir dans la tête. »

Un de ses camarades de syndicat, de la société Prysmian, à Amfreville, n'est pas d'accord : « Pour l'appel à la grève générale par les confédérations, ce qui est certain, c'est que la base pousse, que les dirigeants freinent des quatre fers alors qu'ils devraient l'écouter et appeler. Là, c'est sûr qu'ils seraient entendus et suivis. Certains de mes collègues trouvent qu'on commence à tourner en rond. A l'AG demain matin, je vais dire qu'il faut taper plus fort pour que le gouvernement nous entende. Si les grosses boîtes bougent, on prendra le train en marche, et rapidement. »

Patricia, elle aussi syndiquée et salariée dans une autre entreprise métallurgique, Tecumseh, partage ce point de vue : « J'espère que le gouvernement va enfin réagir, sinon, il faut durcir, bloquer le pays. Il faut la grève générale, beaucoup sont pour et on aurait dû le faire dès le démarrage. Et qu'il ne nous disent pas qu'il n'y a pas les 3 millions dans la rue aujourd'hui. Plus ça va, plus les gens se mettent en grève. Ça ne s'essouffle pas. »

Un cheminot CGT de Sotteville conclut pour sa part : « N'importe comment, ce ne sont pas des journées d'action à répétition qui feront reculer le gouvernement. Il faudra bien y aller un jour ! »

### HÔPITAL DE DIEPPE

#### « Sur ce mandat, nous votons pour la reconduite de la grève »

Les agents de l'hôpital de Dieppe (Seine-Maritime) sont allés massivement manifester ce 12 octobre. Réunis le même jour en assemblée générale, ils déclarent avec leurs syndicats CGT et FO : « Nous voulons le retrait de cette loi comme nous le demandons depuis quatre mois, comme le demandent nos fédérations et nos unions départementales (76). Cette loi n'est ni amendable ni négociable. Les journées d'action n'ont pas fait reculer Sarkozy, Fillon et Woerth. Alors, la grève interprofessionnelle jusqu'au retrait est à l'ordre du jour pour faire céder le gouvernement. Pour que la grève soit puissante et rassemble le plus largement, il faut que l'objectif soit très clair : retrait de la loi Sarkozy. »

Pour que la grève fasse céder le gouvernement, il est nécessaire que tous les dirigeants opposent l'exigence claire du retrait face aux manœuvres du gouvernement (prétendus amendements...).

Sur ce mandat, nous votons pour la reconduite de la grève. Nous transmettons ce mandat aux autres assemblées d'hospitaliers et à nos dirigeants. »



# cent mille...

## Marseille : plus de 200 000 manifestants

Depuis plusieurs jours, les ports et raffineries de Marseille sont en grève. D'autres secteurs aussi. Ce sont plus de 200 000 personnes qui ont manifesté ce 12 octobre.

Reportage réalisé le matin du lundi 11 octobre 2010 par des correspondants d'Informations ouvrières auprès de plusieurs militants CGT agents portuaires du Grand port.

Les 220 agents portuaires du Grand port maritime de Marseille (GPMM) — filière pétrole — viennent d'entamer leur troisième semaine de grève consécutive. Ce dur conflit fait suite à celui de décembre 2008 — qui avait duré une dizaine de jours —, où les agents s'étaient opposés à la « réforme portuaire » voulue par le gouvernement. C'est la reprise du projet de filialisation de l'activité pétrolière — la création de la filiale Fluxel — qui est à l'origine du conflit actuel. La direction, pour tenter de rassurer les travailleurs, souligne le fait que le GPMM restera majoritaire à 51 ou 60 %, le reste étant détenu par des industriels ou autres.

« On ne veut pas devenir Fluxel, on veut rester GPMM », rétorquent les travailleurs, dont la principale revendication est le maintien de leur statut actuel d'agent portuaire.

Si les salariés des terminaux pétroliers sont en grève sur leurs propres revendications, ils étaient aussi ce matin en tête de la manifestation contre la « réforme » des retraites voulue par le gouvernement. Ils sont convaincus que si la lutte d'ensemble des travailleurs fait échouer ce projet de régression sociale, leur propre combat en sera largement facilité.



Ce même jour, les territoriaux FO de Marseille annoncent leur entrée dans la grève jusqu'au retrait

« C'est une assemblée de plus de 200 responsables et délégués du syndicat des territoriaux FO qui a voté, à l'unanimité, la grève totale jusqu'au retrait du plan gouvernemental. Bref, l'ensemble des représentants de tous les secteurs de la Ville de Marseille et de MPM, dans

lesquels FO est majoritaire à plus de 60 %, ont donné un mandat clair et précis au syndicat : la grève totale jusqu'au retrait. Concrètement, cela signifie que :

— à partir de ce soir, 12 octobre, la Voirie est en grève et les poubelles ne seront plus collectées dans les arrondissements gérés par le public (1<sup>er</sup>, une partie du 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>), ni le jour ni la nuit...

— à partir de jeudi 14, ce sont les cantines et les crèches qui entreront en résistance et seront progressivement fermées ;

— à partir du vendredi 15, ce sera la paralysie de l'ensemble des services essentiels de la Ville de Marseille et de MPM : outre la Propreté et la Voirie, les cantines et les crèches, la DMT, les mairies annexes, les bibliothèques, les musées, les convois funèbres, les piscines, les stades, les Espaces verts, les Transports, Ateliers et Magasins de la Ville de Marseille, la circulation... » (Communiqué de presse)

### ÉDITORIAL

## Une masse tranquille et sereine

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

Il y avait eu le 15, puis le 24 juin. Plus près de nous, le 7 et le 23 septembre. Puis, les manifestations du 2 octobre. Ce 12 octobre, pour la sixième fois en quelques mois, des millions de travailleurs et de jeunes ont fait grève et ont manifesté. Quelles que soient les estimations des uns et des autres, tous s'accordent à dire que ce 12 octobre a été plus massif, plus puissant que toutes les manifestations précédentes.

Plus nombreux étaient les manifestants à crier : « Ni amendable ni négociable, retrait ! » Plus nombreux à affirmer la nécessité de la grève jusqu'au retrait, sous toutes les formulations possibles. Plus nombreux, plus déterminés, sans outrance... Une masse tranquille, sereine, sûre de son bon droit. Déterminée à obtenir le retrait de la contre-réforme, sans céder au chantage sur « les déficits publics », les sacro-saints critères de Maastricht, et au chantage des agences de notation et des grands groupes capitalistes. Une masse unie, où jeunes et moins jeunes exigent d'une seule voix que l'on reconnaisse aux plus anciens le droit à la retraite pour permettre aux plus jeunes d'accéder à un vrai travail, à un vrai salaire. Une masse unie, déterminée, affirmant ses exigences sur le terrain de la lutte de classe.

A l'heure où nous bouclons ce journal, au soir du 12 octobre, la grève semble largement reconduite dans les dépôts SNCF et dans un certain nombre d'entreprises et de secteurs du public et du privé. Il est toutefois trop tôt pour mesurer jusqu'à quel point les assemblées générales seront amenées dans les prochaines heures et les prochains jours à décider ou non de la reconduction de la grève.

Une chose est sûre : il y a quelques jours, Bernard Thibault invitait à débattre du mot d'ordre de reconduction « au cas par cas, entreprise par entreprise ». Aujourd'hui, la réponse est là : en bas, dans les assemblées générales, les travailleurs ont répondu, et leur présence massive, tranquille et déterminée dans la grève et les manifestations du 12 octobre indique à qui en douterait que rien n'est réglé.

En bas, dans la rue, dans les grèves, dans les manifestations, les travailleurs unis avec leurs syndicats ont répondu. Ils sont fondés à se tourner à présent vers le sommet des organisations : alors que la résistance du gouvernement ne laisse d'autre choix que la grève jusqu'au retrait, que répondent les dirigeants ? C'est ce que formulent nombre d'assemblées générales ce soir, qui, dans le même temps où elles se prononcent sur la reconduction, s'adressent aux directions des confédérations pour leur dire : « Il vous revient de vous prononcer tout de suite et toutes pour le retrait de la contre-réforme, et de prendre vos responsabilités dans l'organisation de la grève interprofessionnelle qui l'imposera. Pour notre part, nous sommes prêts, nous sommes d'ores et déjà engagés. »



A Paris, Besançon, Chambéry, Rennes...



### “Comment surmonter les obstacles ?” Le POI ouvre le débat

« Le Parti ouvrier indépendant s'adresse aux dizaines de milliers de travailleurs et de militants qui sont artisans du combat d'unité pour faire céder le gouvernement, ainsi qu'à la jeunesse, pour leur proposer d'organiser ensemble, le 11 décembre 2010, une conférence pour l'unité ouvrière. Aujourd'hui, l'ordre du jour reste : retrait du projet Sarkozy-Fillon-Woerth ! Une question reste posée : “Tous les travailleurs constatent ce refus obstiné “en haut” de répondre à l'appel au combat franc et massif pour le retrait. Comment surmonter l'obstacle auquel nous n'avons cessé de nous heurter ces dernières semaines ?

Comment, dans l'unité des travailleurs et des organisations, réalisée à tous les niveaux, parvenir à jeter toutes nos forces dans la bataille pour faire céder ce gouvernement ?” Qui peut mieux répondre à cette question que les travailleurs et les militants engagés eux-mêmes dans cette bataille ? C'est pourquoi le POI, sans faire de ses positions un préalable, propose à tous les travailleurs et militants d'organiser une conférence nationale de délégués pour l'unité ouvrière, où cette question cruciale sera débattue, pour aider à dégager les formes d'action commune pour faire prévaloir les intérêts de la population laborieuse. »

# Dans la semaine qui a précédé le 12

**Le débat s'ouvre au Sénat, « l'opposition » dépose plus de 1 000 amendements, le gouvernement réduit les délais tout en tendant une perche à l'intersyndicale, qui tente de faire front à la volonté, exprimée à tous les niveaux des organisations syndicales, de « bloquer le pays » pour le retrait du projet gouvernemental.**



Photos AFP

## Mercredi 6 octobre : les dépôts de préavis de grève "reconductible" se multiplient

**« Des préavis sans appel franc et national à la grève illimitée »**

Dans la journée, les annonces de dépôts de préavis de grève « reconductible » ou « illimitée » se succèdent chez les dockers, dans les transports, dans l'industrie... Suivront ensuite la fonction publique, les raffineries...

A la SNCF, après FO, la CFTC et la CFE-CGC, c'est au tour de la CGT, de SUD-Rail et de la Fgaac-CFDT de déposer des préavis de grève reconductible par 24 heures à compter du 12 octobre. Selon Didier Le Reste, responsable de la fédération CGT, il reviendra aux cheminots, établissement par établissement, de décider ou non de reconduire la grève le 13 octobre. Il explique : « Dans une mobilisation interprofessionnelle, on n'appuie pas sur un bouton. »

Le lendemain, la presse constate : « Les centrales montrent les muscles, sans encore porter les coups : les dépôts de préavis n'ont pas été accompagnés d'un appel franc et national à la grève illimitée » (L'Est républicain).

## Le FMI vient à l'aide du gouvernement

De Washington, le Fonds monétaire international (FMI) dirigé par Dominique Strauss-Kahn, prétendant putatif du PS à la candidature pour la présidentielle de 2012, rend opportunément public un rapport sur les retraites. Il affirme : « Relever l'âge légal de la retraite doit être le point de départ de la réforme », se prononçant pour « une hausse de deux ans de l'âge légal de la retraite ». Au passage, le rapport salue la réforme proposée par le gouvernement français pour relever cet âge légal, « actuellement parmi les plus bas » du monde.

## Jeudi 7 octobre : « Sarkozy fait tout pour encourager Thibault et Chérèque à tenir bon »

(Le Figaro)

## Les lycéens commencent à manifester

Dans plus d'une centaine de lycées en province, les lycéens descendent spontanément dans la rue. « S'il n'y a pas de départs à la retraite, nous n'aurons pas de boulot », lancent-ils.



## Nicolas Sarkozy intervient pour amender le projet de loi

Dans un communiqué, Nicolas Sarkozy fait savoir qu'il a demandé au gouvernement de déposer « sans délai » plusieurs amende-

ments au Sénat, dont l'un maintenant à 65 ans l'âge de départ à la retraite sans décote pour les femmes nées entre 1951 et 1955, ayant élevé au moins trois enfants et interrompu leur carrière. Le cœur du projet de loi est inchangé : report à 62 ans de l'âge légal pour tous (hommes et femmes) et à 67 ans pour l'âge sans décote, pour les hommes et pour la grande majorité des femmes. C'est un « pas en avant qui contribue à réduire les inégalités du projet de réforme des retraites », se réjouit la CFDT, même si, dit-elle, « l'équilibre global de la réforme (...) reste très insatisfaisant ».

## Le gouvernement veut aller "le plus vite possible"



L'ex-Premier ministre Jean-Pierre Raffarin est partisan d'accélérer l'adoption du projet de loi : il faut, dit-il, « aller le plus vite possible ».

Les articles 5 et 6, concernant le report à 62 et 67 ans, seront examinés en priorité, annonce la commission des affaires sociales du Sénat, pour les faire adopter avant la journée d'action du 12 octobre.

## « Aider les principaux leaders syndicaux à éviter que le conflit dérape »

Le Figaro écrit le lendemain (8 octobre), concernant les amendements de dernière minute déposés par le gouvernement : « Nicolas Sarkozy a aussi voulu aider les principaux leaders syndicaux à éviter que le conflit dérape. » Et de citer un « expert » : « (Sarkozy) fait tout pour encourager Thibault et Chérèque à tenir bon face à leurs bases de plus en plus revendicatives. Tous les deux ont perdu le contrôle depuis une semaine et il y a un vrai risque de radicalisation dans les entreprises. »

## Vendredi 8 octobre : l'intersyndicale annonce les "suites de l'action"

**CFDT, CGT, UNSA, FSU, Solidaires et CFTC appellent à manifester une nouvelle fois sans grève... un samedi**

La CFDT, la CGT, l'UNSA, la FSU, Solidaires, la CFTC décident d'appeler, après le 12 octobre, à manifester une nouvelle fois le samedi. Le représentant de la CFDT déclare pour sa part « ne pas croire du tout que le 12 sera une grande journée de grèves » ni « à la grève générale ».

L'intersyndicale préconise seulement, pour le lendemain du 12, « la tenue d'assemblées générales et l'organisation de consultations unitaires des salariés sur leur lieu de travail (pour) permettre de définir démocratiquement le rythme, les formes et les suites de l'action ».

Pendant ce temps, le Sénat adopte en accéléré l'article 5 du projet de loi, augmentant de deux ans l'âge de la retraite.

Pour sa part, FO explique les raisons de sa non-signature du texte de l'intersyndicale : « Ce communiqué ne mentionne pas clairement le retrait du projet de loi inacceptable et dangereux socialement. » FO réaffirme sa « grande détermination à obtenir ce retrait » et à faire « du 12 octobre une journée de grève et de manifestations massives ». Les fédérations et unions départementales de l'organisation syndicale appellent les salariés « à discuter dans leurs assemblées générales des conditions à mettre en œuvre pour obtenir le retrait du texte », affirmant leur soutien « aux structures syndicales FO qui s'engagent dans la reconduction du mouvement », considérant que « c'est la voie à suivre, dans l'unité d'action la plus large possible, pour obtenir satisfaction ».

## Dimanche 10 octobre : tout, sauf la grève !

**Jean-Marie Le Guen (PS) revendique "une culture du mouvement social qui ne soit pas celle de la grève"**



Le député PS Jean-Marie Le Guen, proche de Dominique Strauss-Kahn (actuellement directeur du FMI), avertit sur Radio J : « Ce mouvement a de plus en plus d'ampleur et de plus en plus de soutien (...). Il faut faire attention à ce qu'il n'y ait pas une aile qui s'appuie sur la colère qui existe actuellement pour se radicaliser (...). Nous devons rentrer dans une culture du mouvement social qui ne soit pas celle de la grève. C'est une culture française qui n'est pas positive. »

**Jean-François Copé (UMP) se félicite de la "modération" de "certains syndicats"**



Le chef des députés UMP, Jean-François Copé, salue, sur la même radio, la « modération » de « certains syndicats ». Il ajoute : « Le temps syndical a été largement ouvert, nous sommes maintenant au temps politique. Nous sommes à dix-huit mois de la prochaine élection présidentielle. Ce sera l'occasion d'un nouvel arbitrage par les Français. Beaucoup de Français ne comprennent pas pourquoi il y a un appel permanent à de nouvelles grèves. » Bref : au lieu de faire grève, que les manifestants attendent 2012 pour voter. Un argument que l'on avait surtout entendu « à gauche », jusqu'à présent.

**François Chérèque : « On proposera une réforme alternative en 2012 »**



Sur France Inter, François Chérèque répond immédiatement : « Inévitablement, nous remettrons ce sujet des retraites dans le débat des élections de 2012... On proposera une réforme alternative. » Le lendemain, l'éditorialiste de La Charente libre résume l'avis de nombreux observateurs : « Le spectre de la radicalisation hante aussi les leaders de la CFDT et de la CGT (...). Très actifs ces derniers jours pour calmer les ardeurs de leurs troupes, François Chérèque et Bernard Thibault parient sur un baroud d'honneur encadré par les journées de mardi et samedi prochains (...). Un capital que les syndicats et le PS espèrent voir transformer de façon politique lors des prochaines échéances électorales. »

## Mardi 5 octobre : la discussion commence au Sénat

**Le président du groupe PS au Sénat : « Nous ne sommes pas dans le refus de la réforme »**

L'après-midi, la discussion du projet de loi du gouvernement s'est ouverte au Sénat. Pour le PS, la sénatrice Christiane Démonet déclare : « Notre groupe sera une force de proposition et non d'obstruction. » « Nous proposerons donc un certain nombre d'amendements », confirme son collègue Jean-Pierre Godefroy : plus de mille, au total, sont déposés par les sénateurs du PS, du PCF et du Parti de gauche. Le lendemain, le président du groupe PS, Jean-Pierre Bel, au nom de tous les sénateurs de « gauche », exige que le texte soit soumis à référendum. Il lance au gouvernement : « Contrairement à l'idée que vous avez tenté, sans succès, d'instiller dans les esprits, nous ne sommes pas dans le refus de la réforme. »

**Bernard Thibault : « Nous ne cherchons pas une uniformité des modes d'action »**

La CGT réunit ses dirigeants de fédérations et d'unions départementales. Bernard Thibault en résume les décisions dans une interview à l'AFP : « Nous allons inciter à ce que se généralise, dans chaque entreprise, la tenue d'assemblées générales, dès le 12 octobre, pour définir à la fois les formes, le rythme et le contenu de l'action, y compris sur les modalités de sa reconduction (...). Ce qui est en train de se passer et va se reproduire, c'est la prise de dispositions qui permettent juridiquement toutes les hypothèses. A la RATP, on est toujours, pour l'instant, sur le dépôt de préavis destinés à couvrir les agents s'ils décident du principe d'une grève qui soit reconductible (...). Nous ne cherchons pas une uniformité des modes d'expression et d'action. Cela a déjà été discuté dans l'intersyndicale (...). Qui dit mouvement social dit de multiples formes pour y participer. »

**François Fillon se félicite de la "responsabilité des principaux dirigeants syndicaux"**

« Les principaux dirigeants syndicaux sont responsables », dit François Fillon devant le groupe UMP de l'Assemblée nationale. « On est dans la dernière ligne droite », poursuit-il, se félicitant que « la mobilisation ne va pas au-delà de ce qui est naturel dans ce genre de situation ».



# Les premières réunions autour de la déclaration du conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant

## octobre

### Lundi 11 octobre : Chèrèque et Thibault récidivent

«L'intersyndicale n'appelle pas au retrait de la réforme»

A la « une » du Monde (daté du 12 octobre), un titre : « Retraites : les syndicats et l'Elysée face aux risques de radicalisation. »

François Chèrèque y déclare : « L'intersyndicale n'a jamais appelé à des grèves reconductibles. » Et de préciser ce que ne revendique pas la CFDT : « L'intersyndicale n'appelle pas au retrait de la réforme, pour une raison simple : les citoyens de notre pays savent qu'il en faut une. » Une « réforme » qui pourrait donc s'obtenir par amendements du projet Sarkozy-Woerth-Fillon, puisque Chèrèque — et l'intersyndicale — n'en demande pas le retrait.

Le Parisien (12 octobre) demande à Bernard Thibault : « La CFDT ne croit pas au mot d'ordre de grève reconductible lancé aujourd'hui. Et vous ? » Il répond : « Ce mot d'ordre va être donné au cas par cas, entreprise par entreprise. » « Bloquer le pays ? », demande encore le journaliste. « Ce n'est pas l'objectif », objecte Thibault.

### Mardi 12 octobre : des millions déferlent dans toutes les villes de France

Martine Aubry s'adresse à Sarkozy



Dans l'après-midi, dans un communiqué, Martine Aubry s'alarme des « risques d'affrontements » et elle déclare : « J'en appelle au président de la République, garant de l'unité de notre pays et de la cohésion sociale. Je lui demande de retirer son projet, de recevoir les syndicats et les partis de gauche, afin d'engager enfin les négociations et la réforme qu'attendent les Français. »

#### Un communiqué de la CGT

Le soir de la manifestation, la direction de la CGT publie à son tour un communiqué dans lequel elle appelle « les salariés à prolonger cette mobilisation, à tenir dans l'unité syndicale des assemblées générales sur tous les lieux de travail, à discuter partout, dans le privé comme dans le public, du principe des arrêts de travail, à décider démocratiquement des formes assurant la permanence de l'action. Grèves reconductibles, nouveaux débrayages, points de rencontres publics, rassemblements réguliers devant les permanences parlementaires, débats, meetings unitaires, toutes formes d'actions innovantes et diversifiées doivent permettre d'élargir encore le mouvement. Gagner des revendications sur l'emploi, sur les salaires, sur le contenu du travail sont autant de points d'appui pour gagner la bataille pour une autre réforme des retraites. La CGT appelle à réussir le prochain grand rendez-vous interprofessionnel unitaire fixé le samedi 16 octobre prochain. »

#### Amiens (Somme)

«Pour préparer la conférence, nous avons décidé de tenir une réunion le 5 novembre»

Vendredi 8 octobre se tenait la réunion du comité d'Amiens du POI, à laquelle ont participé des travailleurs et des syndicalistes qui ne sont pas membres du POI. La réunion avait été préparée par la diffusion de la déclaration du conseil fédéral national, qui fut l'objet de la discussion lors de cette réunion. Très vite, la discussion avec l'ensemble des participants a accroché sur la nécessité d'amplifier et d'élargir le combat pour faire reculer le gouvernement et obtenir le retrait de son projet de loi. Dans la discussion, surgissait en effet la question posée par la déclaration du CFN : comment surmonter les obstacles auxquels sont confrontés les travailleurs ?

C'est sur cette base qu'il a été décidé de tenir une réunion préparatoire à la conférence ouvrière du 11 décembre à Amiens, le 5 novembre. Décision a été prise, lors de cette réunion, avec l'ensemble des participants, d'organiser une diffusion et la discussion dans une série d'entreprises de la zone industrielle d'Amiens, et également de prendre contact avec une série de travailleurs et de militants qui sont engagés aujourd'hui pour le retrait de la réforme et qui avaient également participé à la campagne pour l'interdiction des licenciements.

Le 12 octobre au soir, après la manifestation, une réunion tenue avec quelques travailleurs et syndicalistes a discuté de la proposition de rédiger une lettre signée par un certain nombre de travailleurs et de militants syndicalistes pour appeler à participer à la réunion du 5 novembre.

#### Hyères (Var)

«Il y a un décalage entre les mots d'ordre des militants et des dirigeants»

Michel, militant PS : « Il y a un décalage actuellement entre les mots d'ordre des militants et ceux des dirigeants. Pourtant, la majorité des citoyens s'opposent à ces réformes. La logique serait d'appeler à la grève générale. Je ne comprends pas cette absence de volonté des dirigeants. Si les grèves démarrent sans organisation des fédérations, il y a un risque de rejet de la population. Il nous faut continuer à faire pression sur les directions pour faire admettre qu'il existe une réelle force des travailleurs dans le pays. »

#### Lyon (Rhône)

«Malgré le monde dans les manifs, je suis inquiète...»

A., enseignante : « J'étais là le 7 septembre, le 23 et même le 2 octobre. Je serai là aussi le 12... Mais je suis inquiète. Malgré le monde dans les manifs, on continue à nous faire des journées d'action toutes les semaines,

#### La Rochelle (Charente-Maritime)

«Les salariés attendent des mots d'ordre clairs»

Interview de Michel Cocorullo, secrétaire départemental de l'INDE-COSA CGT et membre du bureau exécutif départemental du Syndicat CGT des activités postales et des télécommunications de Charente-Maritime.

Comment s'est opérée la mobilisation contre la réforme gouvernementale des retraites dans ton secteur ?

Au bureau exécutif départemental de mon syndicat, nous avons bien évidemment débattu des mots d'ordre et des moyens d'action dans la bataille contre le projet de réforme du gouvernement. Au fil de nos réunions, la nécessité de formuler clairement l'exigence du retrait de la réforme s'est imposée.

Il y a d'abord eu une position claire adoptée pour la journée de grève du 7 septembre reprenant le mot d'ordre de retrait. Il y a eu

ensuite une rencontre de toutes les organisations syndicales du secteur PTT et télécoms, qui a également adopté un appel exigeant l'abandon de la réforme.

Le 7 septembre, il y a eu un rassemblement devant la poste centrale de La Rochelle, où étaient présentes toutes les organisations syndicales, avec prise de parole commune et départ en cortège pour rejoindre le lieu de départ de la manifestation. Par ailleurs, je me félicite de la position de ma fédération, qui a pris position pour le retrait.

#### Et au plan national ?

Il est regrettable que notre démarche, comme celle de nombreux syndicats CGT, n'ait pas été celle de notre confédération. Cette réforme n'est ni négociable ni amendable, donc son retrait est indispensable si l'on veut gagner. Si, dès le départ, le retrait avait été exigé et que toutes les confédérations avaient appelé à la grève interprofessionnelle, nous

n'aurions pas eu ces journées d'action à répétition et la réforme aurait été balayée. C'est ma conviction.

#### Et maintenant, comment vois-tu la situation ?

Les manifestations n'ont pas faibli, c'est dire que la volonté des salariés est forte. Je sais que, dans de nombreux secteurs, beaucoup d'instances locales ont pris position pour la grève. Je ne comprends pas que la confédération n'ait pas adopté une position claire en appelant à la grève interprofessionnelle reconductible.

J'ai lu attentivement la lettre de Bernard Thibault adressée aux salariés et aux organisations de la CGT. Un camarade du bureau de mon syndicat me disait : « C'est affligeant ! De la belle langue de bois, ou comment ne pas prendre ses responsabilités et laisser celle-ci aux différentes fédérations. » Je partage son point de vue. Les salariés attendent des mots d'ordre clairs et ils sont déterminés.

Le 12 octobre, la grève sera importante. Il a été décidé de bloquer par un piquet de grève la plate-forme industrielle courrier de Périgny, près de La Rochelle. Un piquet de grève sera également organisé au dépôt des bus de la communauté d'agglomération. La situation se tend face à l'intransigeance du gouvernement.

#### Le POI propose que se tienne le 11 décembre une conférence pour l'unité ouvrière. Qu'en penses-tu ?

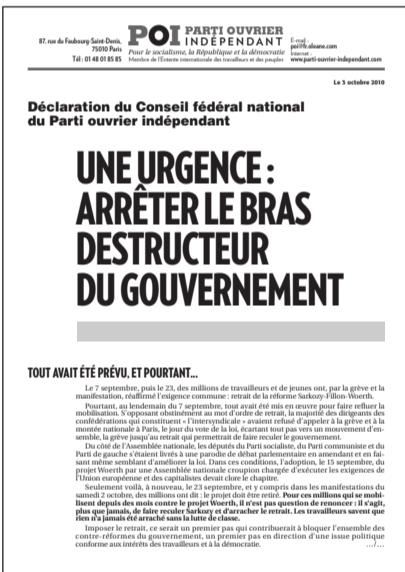
Aujourd'hui, il y a une évolution dans la prise de conscience des travailleurs. On sent bien qu'il y a une volonté pour en finir avec la casse de tous nos acquis que le gouvernement met en chantier dans tous les secteurs. Il y a une vraie volonté de voir se réaliser l'unité.

C'est pourquoi je crois qu'il faut prendre en compte la proposition du POI. Elle va dans le bon sens. Personnellement, je m'engage dans cette démarche et je participerai à toutes les réunions préparatoires à cette conférence.

d'action et des manifestations sans grève, le samedi. Le samedi 2 octobre, il y avait tout de même moins de monde. En ne disant pas «retrait», les dirigeants acceptent des aménagements. »

L., hospitalière : « Je ne vois pas comment faire. Nous, on a déjà fait savoir à la confédération que ça n'allait pas. Et dans deux ans, que ce soit la gauche ou la droite qui passe, ce sera pareil. Il faut bloquer par la grève. »

F., un de ses collègues : « Comment surmonter ça, c'est bien la question. Si toutes les professions y vont, alors, nous aussi, on y va, sans s'occuper de Thibault. Est-ce qu'on peut imaginer que l'union départementale lance l'appel, même sans son avis ? Est-ce qu'on pourrait parler de tout ça avec d'autres syndicalistes ? La conférence ouvrière devrait servir à ça. »



TOUT AVAIT ÉTÉ PRÉVU, ET POURTANT...

Le 7 septembre, plus de 25 millions de travailleurs et de jeunes ont, par la grève et la manifestation, manifesté l'opposition au projet de loi de réforme des retraites de Nicolas Sarkozy. Pourtant, au lendemain du 7 septembre, tout avait été mis en œuvre pour faire refluer la confédération qui constituait « l'intersyndicale » : on avait refusé d'appeler à la grève et à la manifestation le 12 octobre. Le jour du vote de la loi, tout avait été mis en œuvre pour empêcher la grève jusqu'au retrait qui permettrait de faire reculer le gouvernement. Le vote de l'Assemblée nationale, les départs du Parti communiste et du Parti de gauche, l'absence de la parole de débat parlementaire en amont et en fin de semaine ont empêché d'instaurer la loi. Cette loi conditionne, l'adoption, le 12 septembre, du projet Woerth par une Assemblée nationale composée de députés élus en 2007. Seulement voilà, à intervalle de 23 septembre, et y compris dans les manifestations du samedi 2 octobre, des millions ont dit le mot d'ordre clair. Pour ces millions qui se mobilisent depuis des mois contre le projet Woerth, il n'est pas question de renoncer : il s'agit, plus que jamais, de faire reculer Sarkozy et d'arrêter le retrait. Les travailleurs savent que rien de jamais été arrêté sans la lutte de classe. Invoquer le retrait, ce serait un premier pas qui contribuerait à bloquer l'ensemble des contre-réformes du gouvernement, un premier pas en direction d'une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs et à la démocratie.

et même le week-end. En plus, il n'y a même plus de prises de parole des syndicats à la fin. Ce n'est pas comme ça qu'on y arrivera. »

Un de ses collègues : « Le problème vient des directives du FMI et de l'Union européenne, qui cadrent tout. Je suis adhérent à la CGT, mais je ne suis pas d'accord avec Thibault. »

#### Dieppe (Seine-Maritime)

«On ne peut pas continuer avec des journées d'action et des manifs sans grève, le samedi»

D., syndicaliste dans l'agroalimentaire : « Le problème, c'est la position de la confédération. Ils ont passé un deal avec la CFDT. La direction de notre fédération dit depuis longtemps que cela ne va pas avec Thibault. On ne peut pas continuer avec des journées